



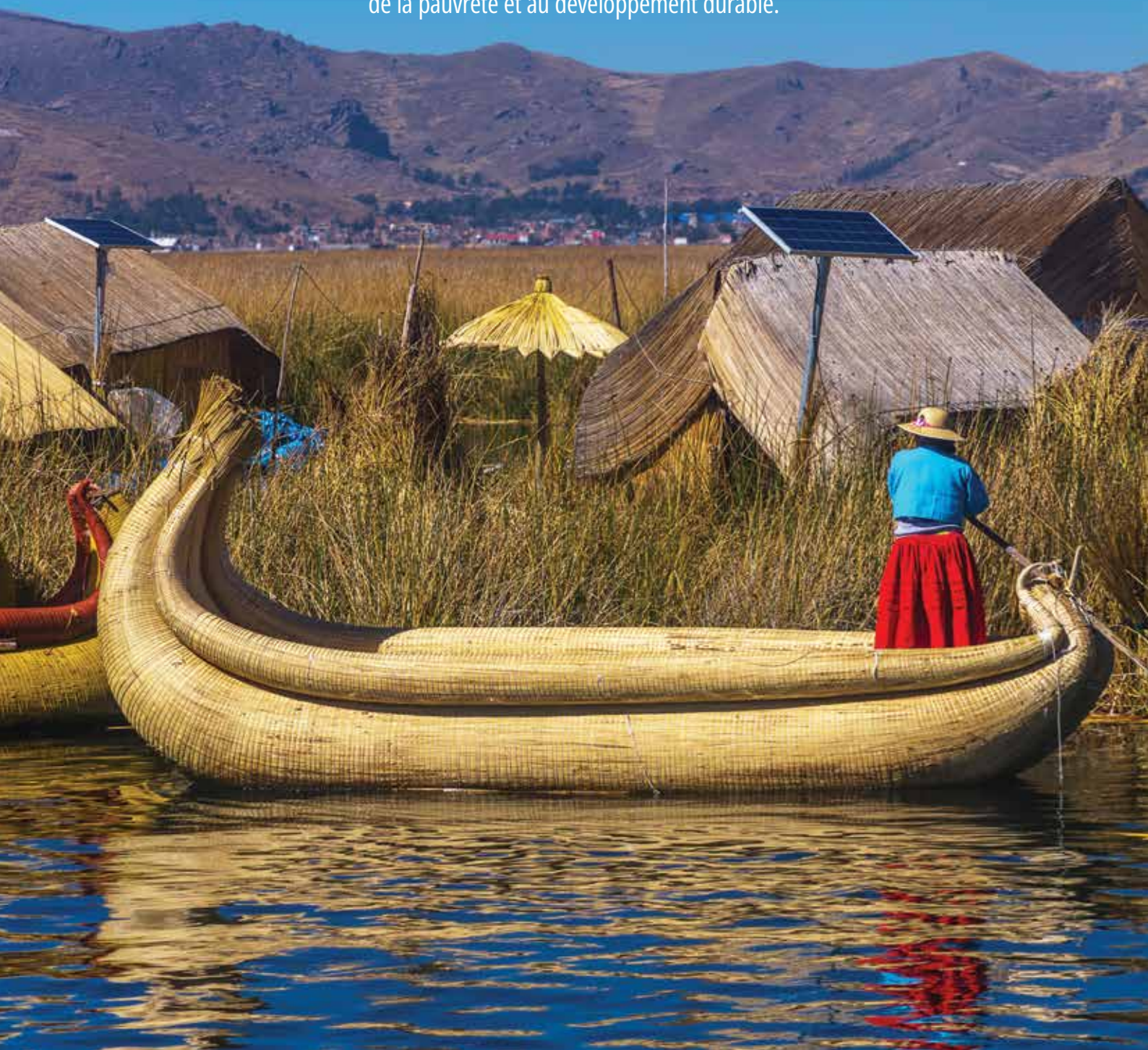
Bureau  
international  
du Travail

A man is riding a yellow motorized bicycle with a green canopy. He is wearing a striped tank top, plaid shorts, and sunglasses. The background shows a weathered wall and a window with metal bars.

# **Le tourisme durable: catalyseur du développement socio-économique inclusif et de la réduction de la pauvreté dans les régions rurales**

**TRAVAIL DÉCENT DANS L'ÉCONOMIE RURALE**  
**NOTES D'ORIENTATION DES POLITIQUES**

Le tourisme est un moteur important du développement socioéconomique inclusif et de la réduction de la pauvreté. Activité économique parmi les plus dynamiques et les plus résilientes, le tourisme est un catalyseur de la création d'emplois et peut stimuler le développement des infrastructures et des services publics. Grâce à sa capacité de création d'emplois, le tourisme joue un rôle majeur dans le développement du potentiel, souvent négligé, des régions rurales. Son effet multiplicateur important sur l'ensemble des secteurs économiques comme l'agriculture, le secteur manufacturier, la construction et les transports, peut fortement contribuer à la diversification économique des régions rurales et au développement économique local. Toutefois, ce secteur se caractérise souvent par de graves déficits de travail décent, notamment: informalité, bas salaires, horaires de travail prolongés, absence de protection sociale et discrimination fondée sur le genre, qui peut être particulièrement prononcée dans les régions rurales. Il est donc essentiel d'améliorer la quantité et la qualité des emplois, de promouvoir les droits au travail, d'étendre la protection sociale et de renforcer les organisations de travailleurs et d'employeurs dans le secteur du tourisme. La présente note d'orientation souligne l'approche globale et intégrée adoptée par l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour soutenir la promotion du travail décent dans le secteur du tourisme, ainsi que la contribution potentielle de ce secteur au développement rural, à la réduction de la pauvreté et au développement durable.



## 1. Logique et justification

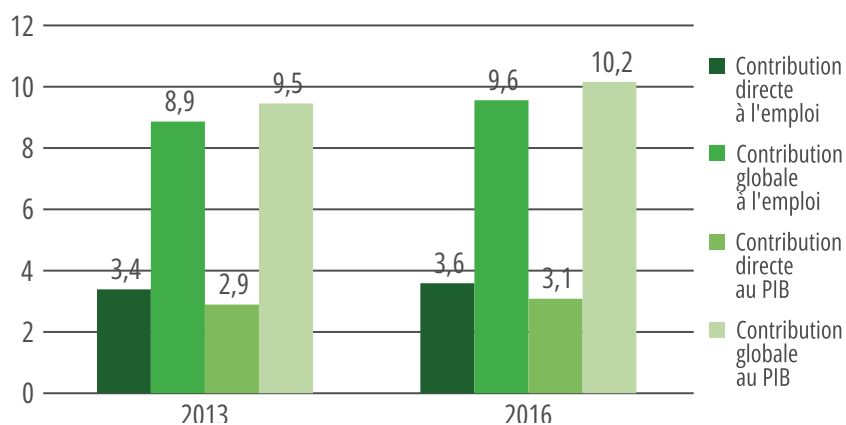
Le tourisme occupe une place éminente dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Son importance comme moteur de la création d'emplois et du développement économique local, et la promotion de la culture et des produits locaux se reflète dans les Objectifs de développement durable (ODD) 8, 12 et 14, qui comprennent des cibles spécifiques au tourisme<sup>1</sup>. Depuis 2010, les ministres du Tourisme du G20 ont souligné le rôle du tourisme comme «vecteur de création d'emplois, de croissance économique et de développement», réaffirmant l'engagement de leur pays à soutenir les initiatives qui favorisent la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité dans le secteur du tourisme.

Le secteur du tourisme a connu une progression importante au cours des dernières décennies et est aujourd'hui l'un des secteurs les plus dynamiques au monde, avec la croissance la plus rapide. En 2016, le tourisme représentait 292 millions d'emplois, soit 9,6 pour cent de l'emploi total, et a généré 7 600 milliards de dollars E.-U., soit 10,2 pour cent du PIB mondial<sup>2</sup>. On estime qu'il représente un emploi sur 11 (directs et indirects) dans le monde, et qu'un emploi direct dans le secteur touristique crée environ un emploi et demi, supplémentaire ou indirect, dans l'économie liée au tourisme<sup>3</sup>.

Le tourisme crée des liens importants entre les secteurs économiques, notamment l'agriculture, la construction et le secteur tertiaire. Il peut stimuler le développement de divers services, par exemple dans l'énergie et l'environnement, et des infrastructures touristiques –aéroports, routes et hôpitaux. Il peut entraîner des retombées économiques pour les communautés rurales, y compris les pauvres, en améliorant et diversifiant leurs moyens d'existence, ce qui freine également les velléités de migration vers les villes<sup>4</sup>.

Le secteur du tourisme s'impose donc comme un moteur majeur de la croissance et du développement socio-économique. Il peut apporter une contribution majeure à la diversification économique des régions rurales, et ce, essentiellement de deux manières: d'abord en stimulant la création d'entreprises et d'emplois pour les jeunes, les femmes, les minorités ethniques, les peuples indigènes et tribaux et les groupes marginalisés; ensuite, en favorisant l'intégration sociale et la réduction de la pauvreté, tout en préservant la culture et le patrimoine. Cet aspect est particulièrement pertinent pour l'économie rurale des pays à faible revenu, où les taux de pauvreté sont élevés et les déficits du travail décent très répandus.

Contribution du tourisme à l'emploi et au PIB (%)



Source: Conseil mondial du tourisme et des voyages (WTTC). *Travel and tourism economic impact, 2014 and 2017* (Monde, 2014 et 2017).

<sup>1</sup> Voir: Objectifs du développement durable des Nations Unies, [www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-development-goals/](http://www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-development-goals/)

<sup>2</sup> Conseil mondial du tourisme et des voyages (WTTC): *Travel and tourism economic impact 2017* (Monde, 2017).

<sup>3</sup> BIT: *Directives de l'OIT sur le travail décent et le tourisme socialement responsable*, Département des politiques sectorielles (Genève, 2017).

<sup>4</sup> OMT: *International rural tourism development. An Asia-Pacific perspective* (Madrid, 2017).

# Le tourisme durable: catalyseur du développement socio-économique inclusif et de la réduction de la pauvreté dans les régions rurales

L'agriculture reste l'épine dorsale de l'économie rurale de nombreux pays à faible revenu, mais la tendance dans les régions rurales est à la diversification croissante des activités économiques sans lien direct avec l'agriculture, notamment: le tourisme, la transformation et la commercialisation des produits agricoles, l'artisanat et les activités connexes<sup>5</sup>. Les hôtels et les restaurants ont besoin d'aliments et de boissons, et tirent profit d'une croissance touristique bien gérée, qui privilégie les produits agricoles locaux et stimule la demande de ces produits. Les activités rurales non agricoles, telles que le secteur agroalimentaire, le transport rural et le stockage, en bénéficient également.

Renforçant l'effet multiplicateur du tourisme, ces synergies et ces interrelations peuvent créer des emplois au niveau local, stimuler l'investissement externe dans l'économie locale et nationale, et compléter les secteurs traditionnellement dominants en zone rurale, offrant ainsi de nouvelles sources d'activité économique aux communautés locales. Ces dernières bénéficient des retombées économiques lorsque la chaîne de valeur du tourisme intègre les entrepreneurs de la région, tels les guides touristiques locaux. La quantité et la qualité des emplois créés dans l'ensemble de la filière agricole et touristique renforcent l'impact positif direct du tourisme sur les populations pauvres<sup>6</sup>.

Toutefois, les avantages du tourisme pour les économies rurales ne sont pas automatiques, et il convient d'en soupeser soigneusement les effets potentiels sur les lieux de destination et l'environnement, car il peut menacer la préservation des ressources locales. L'éloignement, les sites du patrimoine culturel, la nature et les paysages – caractéristiques communes aux régions rurales – font qu'une destination peut constituer un point d'attraction unique et attrayant pour le tourisme, qu'il convient cependant de préserver. Il est essentiel d'élaborer des politiques adéquates pour créer un tourisme durable, qui contribue au développement économique, à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté, sans

nuire aux destinations touristiques. Ces politiques doivent être fondées sur les principes de développement durable, notamment l'inclusion sociale, la préservation de l'environnement naturel et de la culture, et la promotion du travail décent<sup>7</sup>. Pour tirer pleinement parti du secteur du tourisme, il convient de remédier aux déficits du travail décent, notamment le fort taux d'informalité dans l'économie rurale, les bas salaires, les horaires de travail prolongés, l'inexistence d'institutions de protection sociale et l'absence de dialogue social.

## Le tourisme peut avoir plusieurs effets positifs sur le développement économique local/rural:

- stimuler la création et la croissance de nouvelles entreprises;
- en mettant un marché de l'exportation à la portée immédiate de nombreux secteurs (les entreprises qui commencent à vendre de nouveaux produits aux touristes, et qui rencontrent un certain succès, peuvent se lancer dans l'exportation, contribuant ainsi à la diversification de l'économie);
- stimuler le développement de nouvelles infrastructures et de nouveaux services de transport;
- améliorer les compétences de la main-d'œuvre (le tourisme incite les populations locales/rurales à apprendre des langues étrangères et à se former au service à la clientèle);
- créer des incitations, et permettre la levée de fonds, pour une gestion plus durable des ressources naturelles, culturelles et historiques.

Source: BIT, *Outils sur la réduction de la pauvreté par le tourisme*, Département des activités sectorielles (Genève, 2013).

<sup>5</sup> BIT: *Diversification économique de l'économie rurale*, Portefeuille des notes d'orientation sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale, Département des politiques sectorielles (Genève, 2015).

<sup>6</sup> CNUCED: *Tourisme durable: contribution à la croissance économique et au développement durable*. Note thématique préparée pour la Réunion d'experts sur la contribution du tourisme au développement durable (Genève, 2013).

<sup>7</sup> BIT: *Outils sur la réduction de la pauvreté par le tourisme*, Département des activités sectorielles (Genève, 2013); OMT: *Rural Tourism in Europe: Experiences, Development and Perspectives* (Madrid, 2004).

## 2. Champ d'application et définitions

Le tourisme emploie quelque 292 millions de personnes dans le monde. Certains de ces travailleurs, notamment ceux qui sont exposés aux risques économiques et sociaux et à la discrimination, connaissent des déficits du travail décent. La présente note d'orientation traite des thèmes susceptibles de contribuer à l'exploitation du potentiel du tourisme pour faire progresser le travail décent dans l'économie rurale et améliorer les moyens d'existence des travailleurs ruraux.

On entend par **tourisme durable** «un tourisme qui tient pleinement compte de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux actuels et futurs, en répondant aux besoins des visiteurs, des professionnels, de l'environnement et des communautés d'accueil»<sup>8</sup>. Il devrait entraîner la prospérité et promouvoir le travail décent au niveau local; favoriser la connaissance de l'environnement, le conserver et le préserver; respecter la faune et la flore, la diversité biologique, les écosystèmes et la diversité culturelle; et améliorer les conditions de vie et les revenus des populations locales en protégeant leur économie, ainsi que l'environnement et le milieu naturel dans son ensemble. Il devrait également garantir la viabilité et la compétitivité des lieux de destination et des entreprises, de telle sorte que ceux-ci puissent continuer de prospérer et de dégager des bénéfices sur le long terme. La justice sociale, le travail décent, l'égalité entre hommes et femmes, le développement économique et l'intégrité de l'environnement font partie intégrante du tourisme durable<sup>9</sup>.

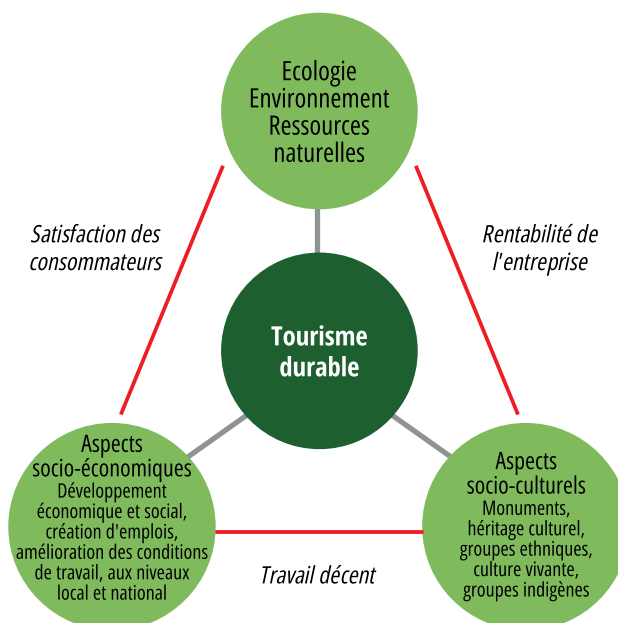
Le tourisme durable représente un moteur important de la croissance économique inclusive et de la création d'emplois décents dans les régions rurales. Le secteur du tourisme emploie un grand nombre de jeunes et de femmes, et peut être une source importante de revenus pour les communautés locales. Pour que le tourisme rural puisse prospérer de manière durable tout en créant des emplois, en atténuant la pauvreté et en améliorant les moyens d'existence des populations rurales, les politiques et stratégies de développement rural doivent accorder la priorité à la promotion du travail décent dans le secteur du tourisme. Le dialogue multipartite, qui met en présence les ministères du Travail, du Tourisme, de l'Agriculture, du Développement rural et de l'Environnement, les organisations d'employeurs et de travailleurs, ainsi que d'autres intervenants du secteur du tourisme, est un volet essentiel de l'élaboration de politiques cohérentes et

coordonnées visant à promouvoir le tourisme durable et à garantir leur mise en œuvre effective.

Un soutien ciblé au secteur du tourisme s'impose, si l'on souhaite qu'il contribue à la promotion du travail décent dans l'économie rurale, ce qui suppose des interventions sur plusieurs plans.

En Afrique du Sud, par exemple, le tourisme et l'agriculture sont considérés comme les secteurs offrant le meilleur potentiel de promotion du développement rural. Le département national du tourisme a donc élaboré en 2012 une stratégie nationale du tourisme rural, qui prend appui sur le développement pour stimuler le potentiel de croissance du tourisme. Par cette approche, les autorités s'efforcent de faciliter la création d'un environnement propice au développement du tourisme rural, qui peut créer des emplois décents et favoriser la participation des communautés rurales. Elle vise en outre à promouvoir la coordination des initiatives de développement du tourisme rural entre les parties prenantes, et à créer une plate-forme permettant de partager les connaissances, d'évaluer les possibilités de développement et d'analyser les difficultés rencontrées dans les régions rurales<sup>10</sup>.

### Composantes du tourisme durable



<sup>8</sup> OMT et PNUE: Vers un tourisme durable, *Guide à l'usage des décideurs* (Paris, Madrid, 2006).

<sup>9</sup> BIT: Directives de l'OIT sur le travail décent et le tourisme socialement responsable, Département des politiques sectorielles (Genève, 2017).

<sup>10</sup> Voir: [www.gov.za/documents/rural-tourism-strategy](http://www.gov.za/documents/rural-tourism-strategy) [consulté le 6 novembre 2017].

# Le tourisme durable: catalyseur du développement socio-économique inclusif et de la réduction de la pauvreté dans les régions rurales

Le Mexique considère également que le tourisme est l'une des activités économiques les plus prometteuses pour la croissance et la création d'emplois dans le pays, et qu'il peut contribuer à la résolution des troubles sociaux et de la violence. Le cabinet du Tourisme, qui regroupe plusieurs ministères, dont ceux du Développement rural, de l'Environnement et des Ressources naturelles, a été créé en 2013 dans le cadre d'une initiative pangouvernementale visant à améliorer l'élaboration et la coordination des politiques intergouvernementales<sup>11</sup>.

## Public visé

Les femmes rurales sont des acteurs essentiels du développement socioéconomique et de l'autonomisation des communautés rurales. Toutefois, leurs perspectives d'emploi en zone rurale sont particulièrement médiocres et elles se heurtent souvent à des défis de taille, notamment un accès limité aux ressources productives, au crédit, aux soins de santé, à la formation et à l'éducation. La plupart des femmes rurales travaillent à leur compte ou dans le cadre d'un travail familial non rémunéré, plutôt que comme salariées<sup>12</sup>. L'autonomisation des femmes est essentielle non seulement au bien-être des personnes, des familles et des communautés en milieu rural, mais aussi à la productivité globale et à la prospérité économique. Le secteur du tourisme, où les femmes représentent jusqu'à 70 pour cent de la main-d'œuvre, constitue un potentiel important pour soutenir les moyens de subsistance des femmes en milieu rural. Cela suppose toutefois d'accorder une attention particulière aux déficits du travail décent auxquels elles sont confrontées, notamment la ségrégation professionnelle, tant horizontale que verticale, et l'inégalité entre les hommes et les femmes. Ces dernières sont généralement surreprésentées dans les occupations peu qualifiées et moins bien rémunérées du secteur du tourisme, comme l'entretien ménager et le contact avec la clientèle<sup>13</sup>.

La part des jeunes dans les régions rurales reste élevée malgré le vieillissement de la population rurale, avec environ 55 pour cent de la jeunesse mondiale vivant dans des zones rurales. Les difficultés liées au travail décent dans ces régions – y compris l'accès limité à une éducation et à une formation de qualité – sont particulièrement décourageantes pour les jeunes, qui, souvent, quittent les régions rurales à la recherche d'un meilleur emploi en ville ou à l'étranger. Le

secteur du tourisme est une source importante d'emplois pour les jeunes ruraux, car il emploie plus de jeunes que la plupart des autres secteurs. Le tourisme offre également des possibilités d'entrepreneuriat, outil particulièrement utile pour lutter contre le chômage des jeunes au niveau mondial (environ 71 millions de jeunes chômeurs en 2016)<sup>14</sup>. Il est essentiel de leur offrir une éducation et une formation de qualité, et de combler les pénuries de compétences, pour promouvoir l'emploi des jeunes ruraux dans ce secteur.

Le secteur du tourisme peut aussi procurer des avantages aux peuples indigènes et tribaux, tout en bénéficiant de leur contribution, grâce aux mécanismes de consultation et de participation de ces communautés, dans le plein respect de leurs droits. Des processus décisionnels efficaces peuvent accroître leurs revenus, leur offrir des possibilités d'emploi formel, promouvoir le respect de la diversité et des cultures autochtones, et améliorer la durabilité de l'environnement.

## Les questions politiques essentielles à cet égard sont notamment les suivantes:

### *Faciliter la transition vers la formalité*

Dans de nombreuses économies en développement et émergentes, le secteur du tourisme se caractérise souvent par un fort taux d'informalité. Cela s'explique en partie par la prédominance de l'emploi saisonnier, temporaire et à temps partiel, conjugué aux lacunes de la réglementation et de son application, et par le faible taux de syndicalisation. L'informalité est généralement plus marquée dans les régions rurales, où elle représente plus de 80 pour cent de l'emploi total<sup>15</sup>. Le manque d'emplois décents dans ces régions pousse les personnes pauvres vers les activités non agricoles, intermittentes et peu rentables, souvent liées à l'économie informelle. La plupart des entreprises touristiques dans les régions rurales sont des micro-, petites et moyennes entreprises (MPME), dont beaucoup sont exploitées de manière informelle. Les travailleurs ruraux vivent souvent dans un environnement marqué par la pauvreté, la précarité et l'isolement; ils ne bénéficient pas de conditions de travail équitables, ni d'avantages sociaux; ils subissent la discrimination, le travail des enfants et le travail forcé, ou en sont témoins. Les femmes et les jeunes en milieu rural, ainsi que les peuples indigènes et tribaux, sont plus exposés que les autres travailleurs à l'informalité et à l'emploi occasionnel, dans un environnement de travail plus précaire et moins favorable.

<sup>11</sup> Le Cabinet du tourisme mexicain regroupe plusieurs ministères (Affaires étrangères, Finances, Environnement et Ressources naturelles, Économie, Communications et Transports, Agriculture, Urbanisme et Développement rural), ainsi que le Conseiller exécutif fédéral et le Chef du Bureau présidentiel. Voir WTTC: *Governing national tourism policy* (Londres, 2015).

<sup>12</sup> BIT: *Donner une voix aux travailleurs ruraux*, Étude d'ensemble sur les instruments relatifs au droit d'association et aux organisations de travailleurs ruraux, Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations, Rapport III (partie 1B), CIT, 104e session, Genève, 2015.

<sup>13</sup> BIT: *International perspectives on women and work in hotels, catering and tourism*. Département des activités sectorielles (Genève, 2013).

<sup>14</sup> BIT: *Emploi et questions sociales dans le monde, tendances pour les jeunes* (Genève, 2016).

<sup>15</sup> BIT: *Donner une voix aux travailleurs ruraux*, Étude d'ensemble sur les instruments relatifs au droit d'association et aux organisations de travailleurs ruraux, Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations, Rapport III (partie 1B), CIT, 104e session, Genève, 2015.

# Le tourisme durable: catalyseur du développement socio-économique inclusif et de la réduction de la pauvreté dans les régions rurales

Un tourisme durable, qui offre des emplois de qualité peut améliorer les moyens d'existence de ces communautés. Cependant, les travailleurs ruraux de l'économie informelle sont souvent confrontés à des déficits du travail décent, par exemple: des horaires de travail prolongés; des revenus insuffisants et irréguliers; la discrimination fondée sur le genre, l'âge, l'origine ethnique, le handicap et l'identité autochtone ou tribale; l'absence de représentation syndicale; et une protection sociale inadéquate<sup>16</sup>.

Pour faciliter la transition vers la formalité dans l'économie rurale en général, et dans le secteur du tourisme en particulier, il est impératif d'élaborer une stratégie intégrée et cohérente pour l'emploi, la protection sociale et les autres politiques sociales, et d'instaurer une coordination institutionnelle, comme le prévoit la recommandation (no 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015. Il est nécessaire de mettre en œuvre des politiques fiscales, des infrastructures solides et des stratégies de développement local adéquates, pour soutenir le tourisme rural et la croissance des établissements formels. Outre l'identification des régions présentant un potentiel de croissance du tourisme rural, et des obstacles au développement du secteur, il convient d'analyser les déterminants de l'informalité rurale. Il s'agit en l'occurrence d'adopter des mesures coordonnées, adaptées aux caractéristiques et besoins particuliers des différents groupes de travailleurs du secteur du tourisme, et d'élaborer une réglementation sur l'accès à l'espace public, aux ressources culturelles et naturelles, permettant ainsi d'accroître la productivité et les perspectives de subsistance en zone rurale. Il est essentiel de promouvoir le travail décent tout au long des chaînes d'approvisionnement du tourisme, en investissant dans l'éducation et les compétences qui favorisent l'autonomie des travailleurs ruraux tout en leur offrant les compétences nécessaires pour lancer leur propre entreprise touristique.

## Promouvoir les entreprises durables

Les entreprises touristiques sont une source majeure d'emploi et d'innovation. Environ la moitié de la main-d'œuvre du secteur touristique est employée dans des petites et moyennes entreprises (MPME) de moins de dix personnes, et environ les trois quarts travaillent dans des entreprises de moins de 50 personnes, dont beaucoup sont situées en zone rurale. Les entreprises d'économie sociale et solidaire, et les organisations semblables, telles les coopératives, peuvent contribuer à soutenir le développement du tourisme rural

et communautaire et favoriser l'émergence de processus décisionnels participatifs. Ainsi, au Canada, les coopératives inuites participent à diverses activités, comme la vente au détail, l'hôtellerie, la restauration et le tourisme, et jouent également un rôle dans la promotion des droits des autochtones, par exemple en commercialisant les produits d'artistes locaux à leur juste valeur marchande. Au Costa Rica, la coopérative *Cooprena* œuvre à l'amélioration des moyens d'existence des communautés rurales par le développement du tourisme rural et la promotion des produits touristiques non traditionnels<sup>17</sup>. Au Lesotho, une coopérative organise des visites guidées pour les touristes qui souhaitent examiner les empreintes de dinosaures sur un site à proximité de la communauté; en outre, elle produit des objets d'artisanat, y compris des moules d'empreintes de pas de dinosaures, des bijoux et des œuvres d'art<sup>18</sup>.

Les défis auxquels les entreprises touristiques sont confrontées varient considérablement en fonction du contexte national et des caractéristiques des entreprises. Le manque d'accès au financement, la réglementation applicable aux sociétés et l'inadéquation des compétences font partie des contraintes auxquelles se heurtent souvent les entreprises touristiques en milieu rural. En outre, dans certains pays, les entreprises touristiques se procurent des intrants (biens et services) à l'étranger, entraînant ainsi des «fuites» financières, c'est-à-dire des revenus qui ne sont pas réinjectés dans le circuit économique local et ne profitent pas aux populations rurales. Ces fuites, qui peuvent représenter jusqu'à 50 pour cent des recettes touristiques brutes dans les pays en développement, limitent la contribution du secteur touristique à la croissance socio-économique des lieux de destination.

Manquant d'expérience dans la gestion et l'exploitation des entreprises touristiques, de nombreuses communautés rurales ont besoin d'assistance pour développer une offre de produits touristiques rentables et de qualité. S'agissant de l'offre de produits et de services dans les régions rurales, les entreprises touristiques ont besoin d'un soutien sur plusieurs plans – financement, commercialisation, planification commerciale, emballage et distribution des produits – afin de stimuler la demande de produits touristiques ruraux<sup>19</sup>. Il est essentiel d'accroître les investissements dans la formation, l'éducation, le développement des compétences et des connaissances pour les MPME touristiques en zone rurale, afin d'améliorer leur productivité et de répondre aux attentes des clients et aux besoins du marché du travail local. Faciliter l'accès

<sup>16</sup> BIT: *Directives de l'OIT sur le travail décent et le tourisme socialement responsable*, Département des Politiques Sectorielles (Genève, 2017); et BIT, *Principes et droits fondamentaux au travail: défis et perspectives*. Discussion récurrente sur l'objectif stratégique des principes et droits fondamentaux au travail, au titre du suivi de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, 2008, Rapport VI, CIT, 106e session, Genève, 2017.

<sup>17</sup> Voir: [www.turismoruralcr.com/en](http://www.turismoruralcr.com/en) [consulté le 6 novembre. 2017].

<sup>18</sup> Voir: [www.co-op.ac.uk/2010/12/focusing-lesotho-dinosaur-footprints/](http://www.co-op.ac.uk/2010/12/focusing-lesotho-dinosaur-footprints/) [consulté le 6 novembre. 2017].

<sup>19</sup> OMT: *International rural tourism development. An Asia-Pacific perspective* (Madrid, 2017).

# Le tourisme durable: catalyseur du développement socio-économique inclusif et de la réduction de la pauvreté dans les régions rurales

des entreprises aux services financiers tels que l'épargne, le crédit-bail et l'assurance, ainsi que le renforcement des services d'aide au développement des entreprises, peut à la fois contribuer à la création et au développement des entreprises touristiques, et aider les entrepreneurs ruraux à adopter des modèles commerciaux qui offrent de nouvelles possibilités tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Le renforcement des liens avec les collectivités locales et l'amélioration de la chaîne de valeur du tourisme peuvent contribuer à réduire les fuites financières, notamment en renforçant les capacités locales et en favorisant les liens entre les investisseurs étrangers et les entreprises locales<sup>20</sup>.

Par exemple, le BIT emploie une méthode de mesure et d'amélioration intégrées de la productivité (*SIMAPRO*) en Amérique latine et aux Caraïbes, y compris dans l'hôtellerie et la restauration au Mexique. Reposant sur le dialogue social, ce programme s'efforce d'amener la direction et les travailleurs à s'entendre sur des mesures susceptibles d'améliorer la productivité et les conditions de travail, et à les mettre en œuvre conjointement<sup>21</sup>.

Etant donné le rôle important des femmes et des jeunes dans les entreprises touristiques en zone rurale, on ne saurait élaborer une politique de tourisme rural propice au développement des entreprises, sans mettre en place un cadre juridique tenant compte des sexo-spécificités, et des mécanismes de prévention et de lutte contre la discrimination.

## Investir dans le développement des ressources humaines

Le secteur du tourisme peut constituer un réservoir important d'emplois en milieu rural, mais ces emplois exigent un large éventail de compétences pour répondre à la demande et aux tendances nouvelles, notamment: l'utilisation croissante de la technologie et des médias sociaux; le développement du tourisme non traditionnel; le rôle croissant des intervenants en ligne; l'écotourisme; le tourisme culinaire; le tourisme du bien-être et des soins médicaux; et la progression des services de logement et de transport à bas prix. Dans les régions rurales, qui dépendent généralement des revenus agricoles, les compétences et la formation font souvent cruellement défaut, notamment chez les femmes et les jeunes. Les infrastructures d'éducation et de formation sont rares. En outre, les populations rurales sont parfois

mal informées de la demande touristique et du besoin croissant de compétences technologiques et linguistiques liées à l'économie numérique<sup>22</sup>.

Il importe d'élaborer une approche stratégique du développement des ressources humaines si l'on souhaite développer un secteur touristique attrayant, productif et durable, susceptible de bénéficier sur le long terme aux régions rurales. Des stratégies efficaces de formation et de perfectionnement professionnel, répondant spécifiquement aux besoins du secteur et à l'évolution de la demande, peuvent avoir un impact positif sur la productivité du secteur touristique, ainsi que sur la satisfaction des travailleurs et leur taux de roulement dans les entreprises touristiques. Il est essentiel d'améliorer la capacité des établissements nationaux de formation, afin qu'ils puissent dispenser des formations de qualité répondant aux besoins du marché du travail rural, complétées par des politiques visant à diversifier et améliorer l'offre touristique. Il convient d'accorder une attention particulière aux méthodes pédagogiques novatrices telles que la formation communautaire, l'enseignement à distance et les formations itinérantes. Les programmes de formation professionnelle devraient être adaptés au potentiel économique et aux perspectives d'emploi dans le secteur du tourisme, et répondre aux aspirations et aux besoins des travailleurs, en particulier les jeunes et les femmes.

En Afrique du Sud, par exemple, un programme intitulé *Social Responsibility Implementation (SRI)* soutient le développement du tourisme communautaire en stimulant la création d'emplois et l'autonomisation économique, y compris pour les jeunes, par la formation et l'acquisition des compétences<sup>23</sup>. En Tanzanie, les communautés rurales qui offrent des services et produits touristiques (hébergement, visites guidées, artisanat) ont pu bénéficier de formations visant à renforcer leurs capacités en plusieurs domaines – développement de produits, relations avec la clientèle, communication et gestion – dans le cadre du Programme de tourisme culturel<sup>24</sup>.

## Mettre en œuvre les normes internationales du travail et faire respecter la législation

Les travailleurs ruraux sont souvent exclus du champ d'application de la législation nationale du travail, ont de mauvaises conditions de travail et sont exposés aux risques professionnels. Cela peut résulter en partie de la nature de leur travail, d'une relation d'emploi inexistante, ou du fait

<sup>20</sup> CNUCED: *Tourisme durable: contribution à la croissance économique et au développement durable*. Note thématique établie pour la Réunion d'experts sur la contribution du tourisme au développement durable (Genève, 2013). BIT: *Outils sur la réduction de la pauvreté par le tourisme*, Département des Activités Sectorielles (Genève, 2013).

<sup>21</sup> Voir: [www.ilo.org/global/topics/green-jobs/projects/latin-america/WCMS\\_213188/lang-en/index.htm](http://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/projects/latin-america/WCMS_213188/lang-en/index.htm). Par exemple: [www.simaproturismo.ning.com/forum/topics/hotel-mayan-palace](http://www.simaproturismo.ning.com/forum/topics/hotel-mayan-palace) [accédé le 6 novembre 2017].

<sup>22</sup> OMT: *International rural tourism development. An Asia-Pacific perspective* (Madrid, 2017).

<sup>23</sup> Voir: [www.tourism.gov.za/CurrentProjects/SRI/Pages/SRI.aspx](http://www.tourism.gov.za/CurrentProjects/SRI/Pages/SRI.aspx) [accédé le 6 novembre 2017].

<sup>24</sup> OMT: *Un tourisme durable pour le développement. Amélioration Renforcement des capacités des dans les pays en voie de développement* (Madrid, 2013).

# Le tourisme durable: catalyseur du développement socio-économique inclusif et de la réduction de la pauvreté dans les régions rurales

que, dans plusieurs régions isolées, les organes chargés d'appliquer la loi, comme l'inspection du travail, sont rares ou inefficaces. Les principes et droits fondamentaux au travail doivent faire l'objet d'une attention particulière dans ce secteur. En l'absence d'application efficace des législations nationales, les travailleurs comme les employeurs des zones rurales éprouvent des difficultés considérables à exercer leurs droits fondamentaux, s'organiser et faire entendre collectivement leur voix. L'interconnexion mondiale, qui a facilité la croissance du tourisme (y compris dans les régions reculées), s'accompagne de formes de tourisme de plus en plus variées, multipliant les risques de travail des enfants et d'exploitation dans le secteur du tourisme<sup>25</sup>. De nombreux enfants (notamment dans le commerce informel de rue) offrent nourriture et boissons aux touristes, rendent des services liés aux activités récréatives (caddies sur les terrains de golf, livraison des achats), et produisent ou vendent des souvenirs. Ils travaillent souvent de longues heures, dans des conditions de travail mauvaises – voire dangereuses. On estime que deux millions d'enfants dans le monde sont victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales, dont une grande partie est liée aux activités de divertissement et au tourisme<sup>26</sup>.

La ratification des normes internationales du travail qui concernent directement le secteur du tourisme et l'économie rurale, et leur mise en œuvre effective dans les régions rurales, doivent constituer une priorité pour les gouvernements, afin de développer durablement le secteur touristique, dans le respect des droits de tous, sans travail forcé ni exploitation des enfants, et de manière à créer un environnement propice à l'amélioration de la productivité et à la mise en place de moyens d'existence durables en milieu rural. La promotion des principes et droits fondamentaux au travail – égalité et non-discrimination, élimination du travail forcé et du travail des enfants, liberté d'association et droit à la négociation collective – sont essentiels à cet égard<sup>27</sup>. Certains instruments sont particulièrement pertinents dans ce contexte, à savoir la convention (n° 172) et la recommandation (n° 179), 1991, sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, qui fixent des normes minimales pour l'amélioration des conditions de travail, de la formation et des perspectives de carrière dans l'hôtellerie, la restauration et les établissements analogues, ainsi que la convention (n° 141) et la recommandation (n° 149) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975,

qui soulignent le rôle des organisations de travailleurs ruraux dans le développement économique et social et les avantages qui en découlent.

En Afrique du Sud, par exemple, les autorités ont élaboré en 2002 des directives (*Responsible Tourism Development Guidelines*), qui soulignent l'importance de développer le tourisme «avec dignité et dans le respect des cultures locales», de promouvoir l'égalité sans distinction fondée sur le genre, l'appartenance à une ethnie, l'âge ou le handicap, ainsi que la mise en œuvre des normes nationales du travail. Ces directives sont complétées par une série de normes (*South African National Minimum Standard for Responsible Tourism, SANMSRT*), qui visent à développer une compréhension commune du tourisme responsable et à harmoniser les différents critères auparavant utilisés pour certifier la durabilité des entreprises touristiques<sup>28</sup>.

## Renforcer la protection sociale

L'absence de protection sociale est un problème majeur pour les travailleurs du tourisme dans l'économie informelle et rurale. La plupart des femmes employées dans les entreprises touristiques rurales ne bénéficient pas d'une couverture de santé, c'est-à-dire des soins de santé abordables, facilement disponibles et de bonne qualité, avec une protection financière en cas de maladie, de lésions professionnelles ou de maternité. En outre, elles ne disposent pas de régimes de retraite ou de chômage, qui leur donneraient accès aux services sociaux de base, y compris des services de garderie. Il est essentiel de mettre en place des régimes offrant ces droits et prestations, afin de réduire la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale, favoriser l'autonomie des femmes et améliorer les moyens d'existence des communautés rurales. De plus, ces régimes de protection sociale peuvent contribuer à la lutte contre le travail des enfants dans la mesure où ils réduisent les situations de vulnérabilité<sup>29</sup>.

La recommandation (n° 202) sur les socles nationaux de protection sociale, 2012, qui promeut une approche universelle et progressive en vue de l'extension de la protection sociale, revêt ici une importance particulière. L'absence de protection sociale étant plus prononcée dans l'économie rurale et informelle, les politiques et stratégies nationales devraient être adaptées aux réalités rurales, en évaluant les besoins spécifiques des populations rurales et en favorisant

<sup>25</sup> ECPAT: *Offenders on the move. Global Study on Sexual Exploitation of Children in Travel and Tourism* (Bangkok, 2016).

<sup>26</sup> BIT: *L'égalité entre hommes et femmes au cœur du travail décent*, Rapport VI, CIT, 98e session, Genève, 2009, pp. 67–68.

<sup>27</sup> BIT: *Principes et droits fondamentaux au travail: défis et perspectives*. Discussion récurrente sur l'objectif stratégique des principes et droits fondamentaux au travail, au titre du suivi de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, 2008, Rapport VI, CIT, 106e session, Genève, 2017.

<sup>28</sup> Voir: [www.tourism.gov.za/CurrentProjects/Responsible Tourism/ Pages/Information.aspx](http://www.google.ch/search?q=The+South+African+Responsible+Tourism+Development+Guidelines&ie=utf-8&oe=utf-8&aq=t&rls=org.mozilla:en-US:official&client=firefox-a&channel=fflb&gfe_rd=cr&dc=0&ei=tCjKWd0cpsFehea9yAo; [consulté le 6 novembre 2017]. Voir: <a href=) [consulté le 6 novembre 2017].

<sup>29</sup> BIT: *Directives de l'OIT sur le travail décent et le tourisme socialement responsable*, Département des politiques sectorielles (Genève, 2017).

# Le tourisme durable: catalyseur du développement socio-économique inclusif et de la réduction de la pauvreté dans les régions rurales

l'extension de la couverture sociale à ces groupes. Il convient de prêter particulièrement attention aux groupes vulnérables aux risques économiques et sociaux. En outre, il est essentiel de renforcer la capacité institutionnelle de l'administration de la sécurité sociale et des autres prestataires de protection sociale, afin qu'ils puissent assurer ces services dans les régions rurales et défavorisées; il faut aussi étendre les structures administratives de prestation vers les régions rurales afin d'assurer l'accès à ces services à toutes les couches de la population qui y résident, y compris les groupes défavorisés. Il faudrait notamment s'efforcer de mettre à profit les connaissances et les ressources des municipalités et des autorités locales. Des mesures devraient être mises en œuvre au moyen de stratégies et de politiques nationales de protection sociale, afin d'éviter la fragmentation et les déficits de protection, et de promouvoir la coordination et la cohérence des politiques. Les politiques de protection sociale devraient être harmonisées avec les autres politiques ou programmes destinés aux régions rurales. Il conviendrait également d'explorer les synergies potentielles avec les services d'inspection du travail, les stratégies actives du marché du travail, les mesures d'incitation fiscale pour les entreprises touristiques, ainsi que les programmes d'enseignement et de formation professionnelle visant à améliorer l'employabilité des travailleurs ruraux. Les autorités chargées de la protection sociale devraient notamment collaborer avec les ministères du Tourisme, de l'Agriculture et du Développement rural.

## *Améliorer la sécurité et la santé au travail (SST), et les conditions de travail*

Compte tenu de la spécificité du secteur touristique, les travailleurs de cette industrie ont souvent des horaires prolongés et irréguliers. La prédominance des emplois occasionnels, temporaires, saisonniers et à temps partiel y est souvent associée à l'insécurité, des salaires relativement bas, des perspectives de carrière limitées et un taux de roulement élevé. Les femmes et les jeunes travailleurs sont fréquemment désavantagés par des conditions de travail défavorables, qui se traduisent notamment par l'inégalité des chances et une vulnérabilité accrue aux abus, à la violence, au harcèlement et à l'exploitation<sup>30</sup>. Ces difficultés sont souvent exacerbées dans les régions rurales. De telles conditions de travail ont des effets néfastes sur les travailleurs, leur famille et la société en général, et nuisent à la productivité et à la compétitivité des entreprises. La réglementation des conditions de travail concernant les salaires, la durée du travail et la SST présente donc une importance capitale pour le tourisme durable dans les régions rurales.

<sup>30</sup> BIT: *Directives de l'OIT sur le travail décent et le tourisme socialement responsable*, Département des politiques sectorielles (Genève, 2017).

## *Promouvoir un authentique dialogue social*

Les travailleurs de l'économie rurale rencontrent souvent des difficultés en matière de liberté syndicale et de négociation collective. Les obstacles à l'application effective des normes du travail sont pour la plupart d'ordre juridique, mais il en existe d'autres, notamment: l'isolement géographique des régions rurales; la capacité limitée des services d'inspection du travail; l'accès restreint des travailleurs ruraux à la technologie et aux moyens de communication; leur faible niveau de compétences et de formation; ainsi que les taux élevés de travail des enfants, de travail forcé et de discrimination<sup>31</sup>.

La diversité et la fragmentation du secteur du tourisme, ainsi que la complexité des relations de travail qui y prévalent – y compris la présence marquée de formes d'emploi atypiques, de la sous-traitance et des pratiques d'externalisation – peuvent entraver le droit des travailleurs à la liberté syndicale et à la négociation collective. Dans les régions rurales, où l'informalité est élevée, les travailleurs rarement syndiqués, et les organisations de travailleurs souvent faibles et fragmentées<sup>32</sup>, il importe de promouvoir le consensus et la participation démocratique. La négociation collective est un moyen efficace d'améliorer les rémunérations, les conditions de travail, la SST, les perspectives de carrière et la sécurité d'emploi; elle profite aux travailleurs ruraux et améliore la productivité des entreprises touristiques rurales. Des structures et des processus de dialogue social efficaces peuvent contribuer à résoudre les problèmes économiques et sociaux, encourager la bonne gouvernance, promouvoir la stabilité sociale et industrielle et stimuler le progrès économique<sup>33</sup>.

Le dialogue social permet de promouvoir des relations de travail équitables et harmonieuses, le travail décent et la justice sociale dans les entreprises touristiques des régions rurales<sup>34</sup>, et peut comporter tous les types de négociation, de consultation et d'échange d'informations.

<sup>31</sup> BIT: *Donner une voix aux travailleurs ruraux*, Etude d'ensemble sur les instruments relatifs au droit d'association et aux organisations de travailleurs ruraux, Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations, Rapport III (partie 1B), CIT, 104e session, Genève, 2015.

<sup>32</sup> BIT: *Directives de l'OIT sur le travail décent et le tourisme socialement responsable*, Département des politiques sectorielles (Genève, 2017); Bolwell, D., Weinz, W. *Guide for Social Dialogue in the tourism industry*, Document de travail n° 265, Département des activités sectorielles, BIT (Genève, 2008).

<sup>33</sup> BIT: *Directives de l'OIT sur le travail décent et le tourisme socialement responsable*, Département des politiques sectorielles (Genève, 2017).

<sup>34</sup> BIT: *Directives de l'OIT sur le travail décent et le tourisme socialement responsable*, Département des politiques sectorielles (Genève, 2017); Bolwell, D., Weinz, W. *Guide for Social Dialogue in the tourism industry*, Document de travail n° 265, Département des activités sectorielles, BIT (Genève, 2008).

### 3. L'approche de l'OIT

Le tourisme durable recèle un potentiel considérable de croissance économique, de création d'emplois et de promotion du travail décent dans l'économie rurale. Toutefois, pour en réaliser pleinement le potentiel, il faut mettre en place des politiques de soutien qui s'appuient sur la contribution et l'engagement de nombreux acteurs. Stratégie de développement intégrée fondée sur les droits, l'Agenda pour le travail décent de l'OIT soutient les efforts de promotion du tourisme durable des mandants tripartites pour améliorer les moyens d'existence des populations en milieu rural.

L'action de l'OIT dans le secteur du tourisme s'articule autour des difficultés et des perspectives liées aux questions d'emploi et de travail, afin de contribuer au développement durable de cette branche d'activité. Toutes les actions menées – élaboration de normes mondiales, recommandations politiques, création d'outils contribuant à la mise en œuvre de ces normes, facilitation du dialogue social, mesures de renforcement des capacités, développement et diffusion des connaissances – poursuivent un même objectif: créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité dans le secteur du tourisme. Parallèlement, ces actions contribuent à la réduction de la pauvreté, à la croissance économique et au développement durable. L'OIT intervient sur plusieurs plans: promotion d'un cadre propice aux entreprises, facilitant ainsi la création d'entreprises touristiques durables; établissement ou renforcement de programmes de formation et de développement des compétences pour

améliorer l'employabilité et les capacités des travailleurs; évaluation des besoins et analyse des tendances de l'emploi et des difficultés du travail décent dans le secteur du tourisme; promotion de la ratification et de l'application effective des normes internationales du travail, notamment les principes et droits fondamentaux au travail et la Convention (n° 172), et la Recommandation (n° 179) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991.

Les **directives de l'OIT sur le travail décent et le tourisme socialement responsable** énoncent des principes communs et un cadre politique guidant l'action en vue de parvenir au travail décent et au plein emploi productif dans le secteur du tourisme. Elles offrent des informations pratiques pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et d'interventions visant à: promouvoir les entreprises de tourisme durable; investir dans le développement d'une main-d'œuvre qualifiée et productive dans le secteur du tourisme; promouvoir l'application des normes internationales du travail et le respect des lois et règlements; renforcer la protection du travail; et promouvoir un dialogue social et un tripartisme efficaces dans le secteur touristique. Adoptées durant l'Année internationale du tourisme durable pour le développement (2017), ces lignes directrices visent également à contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier les ODD 8, 12 et 14, qui comprennent des objectifs spécifiques au tourisme.

### 4. L'expérience de l'OIT à ce jour

L'OIT a notamment mené les actions suivantes pour promouvoir le développement du tourisme durable dans les régions rurales:

#### Organisation de réunions facilitant le dialogue entre les mandants tripartites

Le Bureau a organisé une réunion tripartite d'experts en février 2017, qui a débouché sur l'adoption de directives sur le travail décent et le tourisme socialement responsable.

Forum de dialogue mondial sur les nouveaux développements et défis dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme et leur impact sur l'emploi, la mise en valeur des ressources humaines et les relations professionnelles, qui s'est tenu en novembre 2010, a adopté des points de consensus en vue d'actions ultérieures de l'OIT et de ses mandants<sup>35</sup>.

#### Conseils en matière de politiques

Le Plan stratégique élaboré pour l'Indonésie (*Sustainable tourism and green jobs*) a trait au rôle potentiel du secteur touristique du pays dans l'amélioration des moyens d'existence et de la qualité de vie des travailleurs. Lancé par l'OIT, ce plan a été mis en œuvre en Indonésie dans le cadre de l'Accord de partenariat entre le gouvernement australien et l'OIT (2010-2015), en collaboration avec le ministère du Tourisme et de l'économie créative, et celui de la Main-d'œuvre et des migrations, dans le cadre du projet de l'OIT «Emplois verts en Asie»<sup>36</sup>.

En Zambie, le Bureau a aidé le gouvernement à élaborer une stratégie opérationnelle de développement rural intégré, qui souligne le rôle potentiel majeur du tourisme dans la diversification de l'économie rurale et la lutte durable contre la pauvreté rurale.

<sup>35</sup> Voir: [www.ilo.org/sector/activities/sectoral-meetings/WCMS\\_162201/lang--en/index.htm](http://www.ilo.org/sector/activities/sectoral-meetings/WCMS_162201/lang--en/index.htm) [consulté le 6 novembre 2017].

<sup>36</sup> BIT: *Sustainable tourism and green jobs for Indonesia*, Plan stratégique (Jakarta, 2012).

# Le tourisme durable: catalyseur du développement socio-économique inclusif et de la réduction de la pauvreté dans les régions rurales

## Mise en œuvre de programmes de coopération technique visant à créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité dans le secteur du tourisme

Des entreprises touristiques indonésiennes et sud-africaines ont bénéficié du programme de formation de l'OIT *Sustaining Competitive and Responsible Enterprises (SCORE)*, qui vise à améliorer la productivité et les conditions de travail dans les PME et combine une formation pratique en classe avec des conseils sur le terrain<sup>37</sup>.

La méthodologie de l'OIT sur les compétences pour la diversification du commerce et de l'économie (*STED*) – qui fournit une assistance technique au niveau sectoriel pour identifier les stratégies de renforcement des compétences dont les entreprises ont besoin pour se lancer avec succès dans le commerce international<sup>38</sup> – a été appliquée dans le secteur touristique vietnamien, avec plusieurs objectifs: renforcer les compétences des travailleurs; aider à la réussite des entreprises dans ce secteur; et améliorer l'employabilité des travailleurs qualifiés. L'OIT a également élaboré un projet conjoint avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), *Sustainable and Responsible Tourism in Central Viet Nam (SART)*; ce projet vise à améliorer les moyens d'existence des communautés locales dans certaines provinces, par la promotion du tourisme culturel et la création de modèles durables, susceptibles d'être répliqués dans d'autres provinces. Les responsables de la mise en œuvre du projet ont élaboré des trousseaux de formation à l'intention des hôtels (petits et moyens) et des maisons d'hôtes, ainsi que pour les guides touristiques et les chauffeurs<sup>39</sup>.

Le projet *Supporting Tourism in Myanmar through Business Management Training* (2014-2017) constitue un exemple de module de formation efficace en zone rurale, contribuant au renforcement du travail décent dans le secteur du tourisme. L'objectif de ce projet est de faire en sorte que les communautés locales, notamment les groupes défavorisés, bénéficient des retombées du tourisme. Il soutient la création d'un système de formation à la gestion à l'intention des PME, et la mise en place de services complémentaires d'appui aux entreprises, susceptibles d'être étendus à l'ensemble du pays en appliquant la méthodologie élaborée par le BIT.

<sup>37</sup> Voir: [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/---emp\\_ent/documents/publication/wcms\\_141822.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_141822.pdf) [consulté le 6 novembre 2017].

<sup>38</sup> Voir: <http://www.ilo.org/skills/projects/sted/lang--en/index.htm> [consulté le 26 sept. 2017]. Voir également: BIT: *Rural skills training: A generic manual on training for rural economic empowerment (TREE)*, (Genève, 2009).

<sup>39</sup> Des trousseaux d'outils ont été élaborés pour les maisons d'hôtes, les gestionnaires aux lieux de destination, les petits exploitants agricoles, les restaurateurs, les artisans, les travailleurs à domicile, les familles d'accueil, les vendeurs de marché et les candidats entrepreneurs, voir: [www.sme-tools.org/](http://www.sme-tools.org/) [consulté le 26 sept. 2017]; et BIT: *How tourism makes a difference in poor areas of Viet Nam*; voir: [www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/features/WCMS\\_344212/lang--en/index.htm](http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/features/WCMS_344212/lang--en/index.htm) [consulté le 6 novembre 2017].

Il s'agit notamment des programmes *Start and Improve your Business (SIYB)* et *Improve your Business (IYB)*, qui s'adressent directement aux entrepreneurs<sup>40</sup>.

## Elaboration et mise en œuvre de programmes et d'outils de renforcement des capacités

Les outils de l'OIT sur la réduction de la pauvreté par le tourisme vise à aider les économies en développement et émergentes à mettre sur pied une industrie du tourisme durable et à créer des entreprises qui respectent les principes du travail décent. Conçue à l'intention des PME et des communautés locales des régions rurales, elle est utilisée dans le cadre de sessions de formation, qui font appel à des études de cas et à des exemples de pratiques optimales. Depuis 2011, ces outils ont été mis en œuvre dans plusieurs pays: Afrique du Sud, Bangladesh, Brésil, Egypte, Indonésie, Kenya, République démocratique populaire lao, Sri Lanka et Vietnam.

L'OIT et le VIH/sida: Guide pour le secteur du tourisme. Ce guide vise à aider les acteurs du secteur et leurs membres affiliés à concevoir et à mettre en œuvre leurs propres politiques et programmes en matière de VIH/sida sur le lieu de travail et à appuyer la mise en œuvre effective des principes fondamentaux énoncés dans la recommandation (n° 200) de l'OIT sur le VIH et le sida, 2010.

Le Programme «*Small Business Competitiveness (SBC)*» constitue un exemple de programme de renforcement des capacités mis en œuvre par le BIT. Il vise à améliorer la capacité des MPME dans les communautés marginalisées dans des secteurs tels que le tourisme.

L'outil «*Community-Based Enterprise Development (C-BED)*» – méthode de formation par les pairs – soutient le développement des compétences et l'autonomisation des communautés locales et rurales afin d'améliorer les moyens d'existence, la productivité et les conditions de travail dans les activités touristiques<sup>41</sup>.

<sup>40</sup> Voir: [www.ilo.org/yanon/whatwedo/projects/WCMS\\_419975/lang--en/index.htm](http://www.ilo.org/yanon/whatwedo/projects/WCMS_419975/lang--en/index.htm) [consulté le 6 novembre 2017].

<sup>41</sup> Des trousseaux d'outils ont été élaborés pour les maisons d'hôtes, les gestionnaires aux lieux de destination, les petits exploitants agricoles, les restaurateurs, les artisans, les travailleurs à domicile, les familles d'accueil, les vendeurs de marché et les candidats entrepreneurs. Voir: [www.sme-tools.org/](http://www.sme-tools.org/) and [www.sme-tools.org/about/](http://www.sme-tools.org/about/) [consulté le 6 novembre 2017].

## 5. Resources

### Instruments

Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et les restaurants, 1991

Recommandation (n°179) sur les conditions de travail dans les hôtels et les restaurants), 1991

### Outils et publications

BIT. 2009. *Occupational safety and health manual for tourism (Cairo)*.

–. 2010. *Développements et défis dans le secteur de l'hôtellerie-restauration et du tourisme*. Document soumis aux fins de discussion lors du Forum de dialogue mondial sur le secteur de l'hôtellerie-restauration et du tourisme (23-24 novembre 2010), Département des activités sectorielles (Genève).

–. 2012. *Good practices guide for guesthouses and small hotels*. Département des activités sectorielles (Genève).

–. 2012. *HIV and AIDS: Guide for the tourism sector*. Département des activités sectorielles (Genève).

2012. *Training package for the toolkit on poverty reduction through tourism*. Département des activités sectorielles (Genève).

–. 2012. *Toolkit on poverty reduction through tourism*. Département des activités sectorielles. 2e éd. (Genève). La première édition de cet ouvrage, parue en 2011, est disponible en français sous le titre *Outils sur la réduction de la pauvreté par le tourisme*.

–. 2015. "Opportunities and Challenges in the Promotion of Decent Work in Hotel Global Supply Chains", dans *Sectoral Studies on Decent Work in Global Supply Chains, Comparative Analysis of Good Practices by Multinational Enterprises in Promoting Decent Work in Global Supply Chains*. Département des politiques sectorielles (Genève).

–. 2015. *Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous* (Genève).

–. 2016. *Supporting small and medium-sized enterprises to grow and create better jobs*. Sustaining Competitive and Responsible Enterprises (SCORE), Brochure de Projet (Genève).

–. 2017. *Directives de l'OIT sur le travail décent et le tourisme socialement responsable*, Département des politiques sectorielles (Genève).

–. 2013. *Manuel – Comprendre la Convention (n°169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989*, Département des normes internationales du travail (Genève).

CNUCED. 2013. *Tourisme durable : Contribution à la croissance économique et au développement durable*. Note thématique établie pour la Réunion d'experts sur la contribution du tourisme au développement durable, 14-15 mars 2013 (Genève).

Bolwell, D. et Weinz, W. 2008. *Guide for Social Dialogue in the tourism industry*, Document de travail n° 265, Département des activités sectorielles (Genève, BIT).

Baum, T. 2012. *Migrant workers in the international hotel industry*. International Migration Paper No. 112. Direction des migrations internationales/Département des activités sectorielles (Genève, BIT).

2013. *International perspectives on women and work in hotels, catering and tourism*. GENDER, Document de travail 1/2013. SECTOR, Document de travail n° 289. Département des activités sectorielles /Bureau de l'égalité des genres (Genève, BIT).

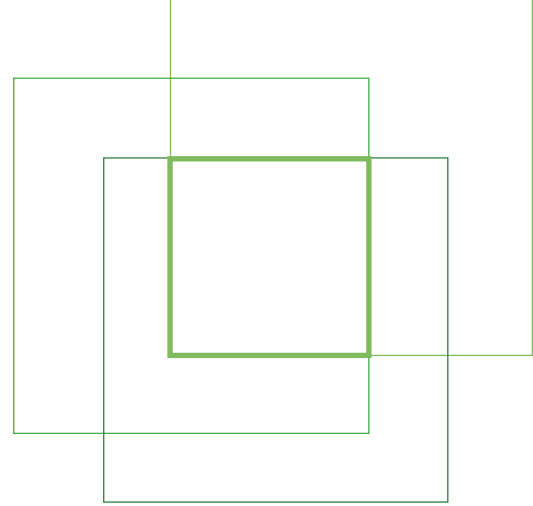
OMT, 2013. *Un tourisme durable pour le développement. Renforcement des capacités dans les pays en voie de développement* (Madrid).

Stacey, J. 2015. *Pour des emplois de qualité dans le secteur du tourisme* (Paris, OCDE).





# Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale



## **Favoriser une croissance agricole inclusive pour parvenir à des meilleurs moyens de subsistance et à une plus grande sécurité alimentaire**

- Travail décent, sécurité alimentaire et résilience des moyens de subsistance en milieu rural
- Travail productif et décent dans l'agriculture

## **Encourager la diversification économique et la transformation des systèmes de production pour l'emploi rural**

- Diversification économique de l'économie rurale
- Promouvoir le travail décent pour les travailleurs ruraux qui sont au bas de la chaîne d'approvisionnement
- Le rôle des entreprises multinationales dans la promotion du travail décent dans les zones rurales
- Transition de l'économie rurale informelle vers l'économie formelle
- Le tourisme durable: catalyseur du développement socio-économique inclusif et de la réduction de la pauvreté dans les régions rurales

## **Favoriser l'accès à des services, à une protection et à des investissements à forte intensité de main-d'œuvre**

- Donner accès à des services de qualité dans l'économie rurale pour favoriser la croissance et le développement social
- Étendre la protection sociale à l'économie rurale
- Développer l'économie rurale par l'inclusion financière: Le rôle de l'accès au financement
- Investissements à haute intensité de main-d'œuvre dans les infrastructures rurales en vue du développement économique, de la protection sociale, de la protection de l'environnement et de la croissance inclusive

## **Garantir la pérennité et l'exploitation des avantages des ressources naturelles**

- Une transition juste vers une économie rurale résiliente et durable
- Le travail décent dans la foresterie
- Exploiter le potentiel des industries extractives
- Eau et amélioration des moyens de subsistance en milieu rural

## **Accroître la représentation des populations rurales grâce à l'organisation de la promotion des droits, des normes et du dialogue social**

- Droits au travail dans l'économie rurale
- Promouvoir le dialogue social dans l'économie rurale
- Favoriser le développement local dans les zones rurales grâce aux coopératives et aux autres entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire
- Travail décent pour les peuples autochtones et tribaux dans l'économie rurale
- Donner des moyens d'action aux femmes dans l'économie rurale
- Travail décent pour les jeunes ruraux
- Promouvoir des politiques équitables et efficaces en matière de migration de main-d'œuvre dans l'agriculture et les zones rurales

## **Améliorer la base de connaissances sur le travail décent dans l'économie rurale**

- Enrichir la base de connaissances pour favoriser la promotion du travail décent dans le monde rural

**Pour plus d'informations, visitez notre site web: [www.ilo.org/rural](http://www.ilo.org/rural) ou écrivez à: [rural@ilo.org](mailto:rural@ilo.org)**

Copyright © Organisation internationale du Travail - Première édition (2019)

Ce document fait partie du Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale [https://www.ilo.org/global/topics/economic-and-social-development/rural-development/WCMS\\_436224/lang-fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/topics/economic-and-social-development/rural-development/WCMS_436224/lang-fr/index.htm)